

ACCA - Perspectives commerciales

L'ACCA est le porte-parole national des exportateurs agroalimentaires du Canada

En bref

#Plant16 – la saison des semailles a commencé!

- Voici revenu ce moment de l'année pour tous les agriculteurs du Canada – la saison des semailles est commencée. Bien que nos membres agriculteurs soient concentrés sur leurs champs pendant cette importante période, ils gardent également les yeux rivés sur les marchés internationaux.

L'ACCA continuera d'appuyer ces agriculteurs pour d'assurer leur avenir par l'ouverture des marchés, puisque la rentabilité de neuf agriculteurs sur dix dépend du commerce international.

Sur le sentier du lobbying

Rencontres sur la Colline

Des représentants et des membres de l'ACCA ont à nouveau rencontré ce mois-ci de nombreux députés sur la Colline parlementaire, y compris les secrétaires parlementaires des Ministres du commerce et de l'agriculture dans le but discuter de l'importance de la ratification du Partenariat transpacifique (PTP) et des enjeux liés à l'Accord économique et commercial global (AECG) avec l'Europe : il reste des questions d'ordre technique, liées à l'approbation des abattoirs de bétail et l'approbation de traits issus de la biotechnologie. Il est important de trouver des solutions avant la mise en œuvre de l'accord pour que les exportateurs agroalimentaires canadiens aient un accès commercialement viable au marché européen.



De gauche à droite: Ron Davidson (Conseil des viandes du Canada), Jim Everson (Soy Canada), Jean-Claude Poissant—Secrétaire parlementaire au Ministre de l'Agriculture Lawrence MacAulay, Brian Innes (Conseil canadien du canola), Cam Dahl (Cereals Canada), Sandra Marsden (Institut canadien du sucre) et Claire Citeau de l'ACCA.

L'ACCA a également abordé l'importance et le besoin d'un accès compétitif, égalitaire et prévisible aux marchés asiatiques en pleine croissance, notamment le Japon, la Chine et le Vietnam. À l'heure actuelle, le Canada n'a conclu qu'un seul accord commercial avec un pays asiatique (la Corée, cet accord a été mis en œuvre le 1^{er} janvier 2015), loin derrière les autres exportateurs agricoles de la région, dont la Nouvelle-Zélande (15), l'Australie (14), la Chine/le Mexique/la Colombie/le Pérou (9) et les États-Unis (3). L'Union

européenne a également conclu des négociations commerciales avec le Vietnam et Singapour, est en pourparlers avec le Japon et les É.-U. et a récemment mené une action commerciale auprès de la Malaisie, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.



L'ACCA a invoqué ces accords pour signaler la nécessité pour le Canada de prendre sa place dans la région en vue de répondre aux opportunités et demandes des populations croissantes et de nos besoins en exportations agricoles et agroalimentaires.

Comparution devant le Sénat

La directrice générale de l'ACCA, Claire Citeau, a comparu devant le Comité sénatorial de l'agriculture en mai dans le cadre d'une étude sur les priorités pour le secteur agricole et agroalimentaire canadien en matière d'accès aux marchés internationaux. En réponse à une question sur des modifications éventuelles du texte du PTP, Mme Citeau a expliqué qu'étant donné la fragilité de l'équilibre auquel sont parvenues les parties prenantes en octobre dernier à Atlanta, la simple réouverture de cet accord complexe « pourrait le mettre en péril ».

Entente Canada-Europe

- **Mise à jour** : un rapport du Conseil européen des ministres du Commerce indique une certaine unanimité pour que l'AEGC soit qualifié d'accord mixte – ce qui signifie qu'il devra être adopté en partie par l'Assemblée législative des états membres.

Dans le cadre de leurs efforts constants à propos de l'accord de libre-échange Canada-Europe, des représentants de l'ACCA ont rencontré ce mois-ci des membres de la délégation du Parlement européen pour les relations avec le Canada. Un point qui notamment est ressorti de cette rencontre fut le rôle primordial joué par les exportateurs agricoles et agroalimentaires dans cette entente. L'ACCA et ses membres ont été des voix importantes pour soutenir cet accord. L'ACCA s'est montrée très en faveur de l'AEGC, étant donné que les avantages considérables pour les exportateurs agroalimentaires canadiens, ce en présumant que ce dernier allait permettre un accès commercialement viable pour nos exportateurs. Le soutien de l'ACCA à la mise en œuvre de l'AEGC sera étudié en fonction de la mesure dans laquelle les négociations aboutissent à un accès commercialement viable pour les exportateurs agroalimentaires canadiens.

Le point sur le PTP

Au Canada

Comme prévu, le Comité permanent du commerce poursuit ses audiences sur le PTP. La semaine dernière, des séances de consultation ont eu lieu au Québec et en Ontario. Tandis que les séances de consultation se poursuivent, le gouvernement a également annoncé que la date limite de dépôt des mémoires était prolongée jusqu'au 30 juin 2016. Les mémoires peuvent être envoyés aux adresses suivantes :

TPP-PTP.consultations@international.gc.ca et ciit-tpp-ntp@parl.gc.ca

Le PTP a été le sujet d'attention à la Chambre des communes en raison du dépôt d'une motion qui a été rejetée. Le débat est disponible [ici](#). Les votes des députés concernant la motion est disponible [ici](#).

Il convient de noter que le Parlement de la Malaisie a ratifié le texte du PTP et que le gouvernement

s'emploie à modifier ses règlements nationaux qui compléteront le processus juridique lié au PTP.



États-Unis

Comme requis par la Trade Promotion Authority dans les 105 jours suivant la signature de l'accord, la Commission du commerce international des États-Unis a publié son estimation de l'effet économique de la TPP cette semaine.

La U.S. International Trade Commission a publiée cette semaine son évaluation sur l'effet économique du PTP. Il ne sache pas si le rapport incitera le Congrès à donner suite à l'accord que l'administration Obama espérait. On ne sait pas si le rapport donnera l'impulsion voulue par l'administration Obama pour une action au Congrès en vue d'un vote durant la période « lame-duck » (cette période s'étend de début de Novembre 2016 au 20 Janvier 2017). Malgré la rhétorique anti-commerce générée par la campagne électorale, le négociateur en chef des États-Unis continue à plaider pour le PPT.

Nouvelle-Zélande

La commission parlementaire de la Nouvelle-Zélande a présenté au Parlement son rapport sur le PTP à la suite d'une série d'audiences publiques partout au pays. Le rapport de la Commission des affaires étrangères, de la défense et du commerce repose sur un processus de consultation publique de deux mois.

Réunion du conseil de l'ACCA

Au nom de tous nos membres, l'ACCA tient à remercier sincèrement Martin Rice qui a récemment pris sa retraite à titre de directeur général du Conseil canadien du porc. John Ross lui succédera. La vision et l'expertise de M. Rice dans les domaines de l'agriculture et de la politique commerciale ont été d'une importance capitale pour faire valoir les intérêts des membres dans un moment historique de négociations et d'accords commerciaux.

À la suite du départ de M. Rice, l'ACCA accueillera deux nouveaux administrateurs au sein de son conseil, dont John Ross mentionné précédemment et Catherine Scovil de la Canadian Canola Growers Association — qui remplacera Rick White, un membre de longue date et un précieux collaborateur.

Toujours à la suite du départ de Martin Rice, Sandra Marsden se joint au rang des hauts dirigeants aux côtés de Brian Innes et Ron Davidson.

Au cas où cela vous aurait échappé...

Le Japon a été reconnu comme un marché prioritaire en vertu de la Stratégie nationale d'Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC). AAC sollicite vos commentaires sur le projet de stratégie d'engagement au Japon, vous pouvez les soumettre à Angela Bilkhu (angela.bilkhu@agr.gc.ca) d'ici le 27 mai 2016.

Contactez-nous : info@cafta.org.

Suivez-nous : @CAFTA_ACCA 